



## Impact de la stabilité politique sur les investissements et la croissance dans l'UEMOA : une analyse à partir d'un modèle VAR à correction d'erreur

*Impact of political stability on investments and growth in WAEMU: an analysis based on an error correction VAR model*

Fousséni Ramde

Université NAZI BONI, Burkina Faso

Email : [ramde.fouss@gmail.com](mailto:ramde.fouss@gmail.com)

Orcid id : <https://orcid.org/0000-0002-8362-3363>

**Résumé :** L'objectif de cette recherche est d'analyser l'impact de la stabilité politique sur les investissements privés, publics et la croissance d'une part, et d'autre part les effets retour de ces agrégats sur la stabilité politique dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine entre 2002 et 2018. En effet, depuis le début des années 2000, plusieurs pays de l'espace tels que la Côte d'Ivoire, le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont connu une instabilité politique. Fort de ce constat, l'on se demande comment cette situation influence les décisions des différents investisseurs que sont l'Etat (les investissements publics), le privé national (les investissements domestiques) et le privé étranger (les investissements directs étrangers). Ainsi, à l'aide d'un modèle Panel Var à correction des erreurs, il ressort de nos investigations économétriques que la qualité de la stabilité politique dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine ne modifie pas négativement les décisions d'investissement des investisseurs publics et domestiques contrairement aux investisseurs étrangers. Par ailleurs, les résultats montrent que le flux des investissements directs étrangers dégrade la stabilité politique aussi bien à court qu'à long terme.

**Mots-clé :** Investissements, panel Var à correction des erreurs, stabilité politique, UEMOA.

**ABSTRACT:** The aim of this paper is to analyse the impact of political stability on private investment, public investment and economic growth on the one hand, and the feedback effects of these aggregates on political stability in the West African Economic and Monetary Union between 2002 and 2018 on the other. Indeed, since the beginning of the 2000s, several countries in the area such as Côte d'Ivoire, Mali, Burkina Faso and Niger have experienced political instability. Based on this observation, we wonder how this situation influences the decisions of different investors, namely the State (public investments), the national private sector (domestic investments) and the foreign private sector (foreign direct investments). Thus, using a Panel Var error correction model, our econometric investigations show that, the quality of political stability in the West African Economic and Monetary Union does not negatively alter the investment decisions of public and domestic investments, unlike foreign investments. Moreover, the results show that FDI flows degrade political stability in both the short and long run.

**Keywords :** Investments, Pvar error correction, political stability, WAEMU.

### Introduction

À l'instar des différentes régions de l'Afrique, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) est fortement marquée par une instabilité politique (ISP). Cette instabilité s'est manifestée entre autres par la crise ivoirienne des années 2000, les mutineries et les coups d'Etat répétitifs entre 2011 et 2022 au Burkina Faso et au Mali, la montée du terrorisme dans les pays sahéliens depuis la crise malienne de 2012 etc. Selon le rapport Doing Business 2013, la moitié des pays de l'UEMOA fait partie des dix pays où l'environnement des affaires est le moins favorable. Tout comme le Doing Business, le FMI (2019) affirme qu'une amélioration

du climat des affaires dans l’UEMOA est nécessaire pour lever les contraintes structurelles qui empêchent l’essor des investissements privés.

Dans la littérature, plusieurs auteurs identifient les facteurs institutionnels tels que la stabilité politique (SP), la corruption, le régime politique... comme étant des déterminants des investissements privés et de la croissance économique (Dabla-Norris et al, 2010; Arbatli, 2011; Anyanwu, 2011 ; Acemoglu et Robinson 2012). En outre, les conclusions des chefs d’entreprises sur l’environnement des affaires soutiennent que les facteurs sociaux et politiques influencent la rentabilité des capitaux, et la décision initiale des entreprises à investir dans les pays de l’UEMOA (BCEAO, 2013). L’objectif de ce papier est d’examiner les effets de la stabilité politique (SP) sur les anticipations des investisseurs et la croissance économique dans l’UEMOA. Plus précisément, il s’agit de répondre aux questions suivantes : comment la stabilité politique affecte elle l’évolution des investissements privés et publics ? Comment influence-elle la croissance économique dans l’Union ? Globalement, les effets de la SP sur l’accumulation du capital et la croissance économique restent ambigus. En effet, pendant que certains mettent en relief les effets nuisibles de l’instabilité sociopolitique sur la croissance (Aisen et Veiga, 2013), d’autres établissent une relation positive (Moin et Mohammad, 2013).

Cependant, la majorité des études (Campos et Nugent 2002, Gouenet, 2011; Aisen et Veiga, 2013) analyse les effets de l’instabilité sociopolitique sur les investissements sans opérer a priori une distinction entre les investissements privés et publics d’une part, et entre les Investissements directs étrangers (IDE) et les investissements privés domestiques d’autre part. Pourtant, la présence d’externalités des investissements publics sur les investissements privés suggère l’existence d’un effet indirect de la qualité de la stabilité politique sur les investissements privés. Cet effet transiterait par l’accumulation du capital public aussi bien à court qu’à long terme. Ainsi, contrairement aux études précédentes, en plus des investissements privés domestiques et étrangers, cette recherche prend en compte l’impact de la stabilité politique sur l’investissement public.

En s’appuyant à la fois sur les prolongements de la théorie de la croissance endogène qui établissent une corrélation positive entre la qualité institutionnelle et la croissance économique (North, 1990; Easterly et Ross, 1997; Engerman et Sokoloff, 2000; Acemoglu, Johnson et Robinson, 2001), et sur l’évolution du climat sociopolitique dans l’UEMOA, nous soutenons que la qualité de la stabilité sociopolitique pénalise l’accumulation des investissements privés et publics. Aussi, nous postulons qu’elle entraîne une baisse de la croissance économique dans l’Union. La suite du papier est organisée de la manière suivante: le premier point présente une brève revue des travaux antérieurs. Le second aborde la méthodologie. Les deux dernières parties sont consacrées respectivement aux faits stylisés et à la présentation des résultats.

## **1. Bref aperçu des travaux antérieurs**

Cette partie examine quelques travaux antérieurs sur le lien entre croissance économique et instabilité sociopolitique dans un premier temps, puis les effets de l’instabilité sociopolitique sur les investissements.

### **1.1. Instabilité sociopolitique et croissance économique**

Selon Fosu (1992), l’instabilité politique se définit comme le changement de pouvoir politique qui ne respecte pas les règles légales d’une part, et celui qui se fait par la violence, d’autre part. Gupta (1990), quant à lui, distingue trois formes d’instabilité sociopolitique. Tout d’abord, il identifie l’instabilité d’élite ou de l’exécutif qui comprend les coups d’Etat, les changements et crises de gouvernement. Ensuite, l’instabilité de masse qui se manifeste par les mouvements sociaux tels que les émeutes, les grèves, etc. Enfin, celle du pouvoir militaire

ou violent qui prend en compte la guerre civile, les guérillas et toute action politique violente.

Avec un panel de 93 pays sur la période de 1960-1990, Edwards et al. (1991) établissent une relation négative entre instabilité politique et croissance économique. À l’instar d’Edwards et al. (1991), la Banque mondiale (2001) soutient l’existence d’une relation négative entre l’instabilité politique et la croissance économique. En effet, pendant que Collier (1999) indique qu’en moyenne, une guerre civile fait perdre à un pays plus de 2% de son PIB par habitant et par an, la Banque mondiale (2001) attribue le déclin de la croissance économique dans les pays africains depuis les années 1970 à l’instabilité sociale et politique.

Dans leur recherche sur l’Argentine, Campos et Karanasos (2007) concluent que les instabilités politiques informelles (assassinats et grèves) et formelles (modifications constitutionnelles et législatives) ont affecté négativement les performances économiques de ce pays entre 1896-2000. Leurs résultats de long terme montrent que l’ampleur de l’instabilité formelle est plus forte comparativement à celle de l’instabilité informelle. Par contre, à court terme, l’instabilité informelle affecte plus les performances économiques. De leur côté, Younis et al (2008) et Munoz (2009) mettent en exergue la forte sensibilité des performances économiques par rapport à la stabilité politique. Ainsi, après l’examen d’un panel de pays asiatiques sur la période 1990-2005, Younis et al (2008) affirment que la croissance économique est plus sensible à la stabilité politique par rapport à la liberté économique. À l’aide d’un panel de 84 pays en développement sur la période 1975-2019, Eggoh et Kobbi (2021) aussi bien en coupe transversale qu’en panel dynamique que les effets de l’instabilité politique sont atténués en l’amélioration des conditions macroéconomiques. Au-delà de la croissance, la littérature économique sur la relation entre instabilité politique et performances économiques s’est souvent construite autour de l’investissement.

## 1.2. Investissement et instabilité sociopolitique

La perméabilité de la frontière entre le cadre économique et la sphère politico-institutionnelle a conduit les théoriciens de la croissance à introduire de nouvelles hypothèses pour améliorer le cadre d’analyse de la théorie de la croissance endogène. C’est ainsi que Alesina et Perotti (1994), Barro (1996), Touna et Kamgnia (2000), introduisent des facteurs politiques comme l’instabilité politique et la démocratie dans leurs investigations pour justifier le différentiel de croissance entre les pays. Ils étayent leurs conclusions par le fait que la destruction du capital physique et du capital humain associée au détournement des investissements publics (qui sont imputables à l’instabilité sociopolitique), réduit le taux de croissance économique.

Pour Devereux et Wen (1998), l’instabilité sociopolitique affecte négativement les anticipations des investisseurs privés, et par ricochet, réduit les performances économiques. Les conclusions d’Abessolo (2003) viennent prolonger le débat amorcé par Alesina et Perotti (1994) sur le rôle de l’instabilité sociopolitique dans le processus de croissance économique. À partir d’un indicateur d’instabilité défini comme une mesure de dislocation engendrée par les coups d’État et leurs corollaires, il trouve que l’instabilité sociopolitique influence négativement aussi bien la croissance économique que l’accumulation des capitaux physiques et humains. Bien que son analyse ne distingue pas les investissements privés des investissements publics, il suggère l’accroissement des investissements privés dans le processus de développement de l’économie tchadienne. Pour lui, le secteur privé doit occuper une place de choix dans l’économie tchadienne.

S’inscrivant dans la même dynamique que les auteurs précédents, Aisen et Veiga (2013) montrent à partir d’une analyse en panel dynamique que le principal canal de la transmission des effets nuisibles de l’instabilité sociopolitique est la productivité totale des facteurs. Cependant, ils mettent également en relief l’impact négatif de la dégradation de la

stabilité politique sur l’accumulation des capitaux physique et humain. Ils utilisent comme proxy d’instabilité le nombre de premiers ministres et/ou de modifications d’au moins 50% du gouvernement. Ils concluent qu’un changement additionnel du gouvernement par an entraîne une réduction du taux de croissance du PIB de 2,39 points.

En ce qui concerne spécifiquement les pays africains, à la suite de Touna et Kamgnia (2000), et Abessolo (2003), Gouenet (2011) indique que l’accroissement de l’instabilité sociale et politique favorise l’augmentation des dépenses militaires, et par ricochet engendre une éviction pour l’activité privée. Autrement dit, au détriment d’un investissement optimal dans les secteurs sociaux (éducation, infrastructures, santé..), qui sont générateurs d’externalités positives sur les investissements privés, l’Etat accroît les dépenses improductives qui sont à la fois source d’éviction et de signal négatif pour les investisseurs privés potentiels.

Pour mieux cerner l’instabilité sociopolitique, il utilise un indice synthétique inspiré de la méthode de calcul de l’Indice de développement humain (IDH) du PNUD. Il construit cet indicateur en s’appuyant sur une hypothèse qui le fait varier entre 0 et 1. En revanche, par opposition à la construction de l’IDH, il affecte des pondérations différentes en fonction des effets de chaque facteur d’instabilité sur l’économie réelle. La valeur 0 indique que le facteur d’instabilité n’a pas été observé au cours de l’année considérée. Par contre, la valeur 1 signifie que le facteur d’instabilité sociopolitique considéré a été observé. Ensuite, il fait une combinaison linéaire des différentes variables en affectant les pondérations 0,1 ; 0,15 ; 0,2 ; 0,25 ; et 0,3 respectivement aux indicateurs d’instabilité sociopolitique ci-après : les mouvements de révoltes indépendantistes, la crise de succession de 1982-1984, la transition démocratique sous divers grèves et mouvements revendicatifs, les conflits frontaliers et les multiples protestations électorales. En somme, il parvient à montrer que l’instabilité politique augmente le coût du risque qui affecte négativement les investissements directs étrangers. Cela explique le faible niveau des investissements privés au Cameroun.

Bien que la majorité des études aboutissent à un impact négatif de l’instabilité sociale et politique sur la croissance économique et l’accumulation du capital, Campo et al (2002) ne trouvent aucune relation directe entre l’ISP et la croissance économique. Cependant, ils montrent l’existence d’un lien indirect qui transite par l’accumulation du capital. En effet, à travers un échantillon de PED, et avec un indice d’instabilité basé sur le nombre d’assassinats politiques, des révolutions et des coups d’État réussis, ils constatent que l’hypothèse selon laquelle un niveau élevé de l’ISP peut causer une diminution dans le taux d’investissement est beaucoup plus faible qu’on ne le croit. Malgré la vérification de la relation négative entre l’ISP et le taux d’investissement contemporain, ces auteurs donnent des preuves d’une causalité positive allant de l’ISP vers le taux d’investissement à long terme. Ils étayent leurs conclusions d’une analyse de contrôle de sensibilité différente. Tout comme Goldsmith (1987), Campo et al (2002), les investigations de Moin et Mohammad (2013) sur le Bangladesh supportent l’existence d’une corrélation négative entre stabilité politique et croissance économique à long terme. Toutefois, il note l’existence d’une corrélation positive à court terme.

Dans l’ensemble, la littérature suggère une causalité négative entre l’instabilité sociopolitique et les investissements. Cependant, très peu d’études s’intéressent à son influence à la fois sur les investissements publics et privés. En effet, l’agrégation des investissements privés et publics ne permet pas d’affiner l’analyse et d’identifier l’ampleur des effets de l’ISP sur le développement du secteur privé. Par ailleurs, l’examen de la causalité entre la stabilité politique et les investissements, sans la prise en compte du capital public, ne permet pas d’identifier la totalité de leurs effets sur l’accumulation du capital privé d’une part, et sur la croissance économique, d’autre part. En effet, elle pourrait affecter les investissements privés de façon directe ou indirecte. Le lien direct se traduit par l’hésitation des investisseurs potentiels qui intègrent les facteurs sociaux et politiques dans la prise de leurs décisions.

Ensuite, on a le lien indirect qui transite par l’accumulation du capital public. Ce lien s’explique par les externalités positives que les investissements publics sont censés exercer sur les investissements privés.

## 2. Méthodologie

Cette partie présente le modèle économétrique utilisé pour analyser les effets de la stabilité politique sur les investissements et la croissance économique dans l’UEMOA. Ensuite, elle expose les données et la méthode d’estimation.

Globalement, l’engouement pour l’introduction de la gouvernance dans l’examen de l’évolution des agrégats macroéconomiques se justifie à plusieurs niveaux. Tout d’abord, nous avons l’augmentation spectaculaire des flux des IDE en direction des pays émergents avec une moyenne d’environ 10 milliards de dollars au début des années 1980 à plus de 100 milliards au milieu des années 90 et à plus de 200 milliards depuis 2004 (Arndt et Oman, 2010). Cette forte hausse des IDE a accru l’intérêt des investisseurs étrangers (dans l’orientation) et des États (la mobilisation) en ce qui concerne la qualité de la gouvernance.

En outre, dans le prolongement des facteurs explicatifs de la croissance, les auteurs de la *Nouvelle* économie institutionnelle (NEI) identifient la qualité de la gouvernance, les institutions formelles et informelles comme étant des éléments qui expliquent le niveau de richesse à long terme (North, 1990, 2005 ; Acemoglu et Robinson 2012). Par la suite, plusieurs auteurs tels que Alésina et Perotti (1996), Clague et al. (1996), Jong-a-Pin (2009), Haque et Kneller (2015) ont introduit des indicateurs de gouvernance dans leurs analyses.

Dans ce papier, l’indice de stabilité politique, d’absence de violence et de terrorisme de la Banque Mondiale (noté **sp**) qui donne des informations sur la probabilité d’une déstabilisation du gouvernement par des moyens non légaux est utilisé comme proxy de stabilité sociopolitique.

### 2.1. Modèle économétrique et données

L’approche souvent utilisée dans la littérature pour mesurer l’impact de la stabilité sociopolitique sur l’activité économique se fait en déterminant ses effets sur la croissance et l’accumulation du capital. Cette approche considère la stabilité politique comme un facteur purement exogène. En effet, elle analyse uniquement leurs effets sur les agrégats macroéconomiques, en ignorant les effets « feed-back ». De plus, elle ne prend pas en considération les effets retardés en supposant a priori que tous les phénomènes s’accomplissent au même moment.

Dans cette recherche, nous utilisons un modèle VAR à correction d’erreur sur données de panel. Ce modèle est approprié parce qu’il ne fait pas de restriction a priori sur l’exogénéité et l’endogénéité des variables. De plus, il permet d’identifier l’existence ou non d’une relation bidirectionnelle ou unidirectionnelle. Par ailleurs, il permet de saisir les interdépendances à la fois statiques et dynamiques (Canova et Ciccarelli, 2013).

Toutefois, il convient de noter l’existence de modèles alternatifs comme les DSGE (Dynamic stochastic general equilibrium) et les VAR structurels sur données de panel. Cependant, plusieurs auteurs comme Canova et Ciccarelli (2013) indiquent que les modèles DSGE imposent de nombreuses restrictions par construction. Ainsi, les recommandations politiques qu’ils fournissent sont incorporées dans les hypothèses du modèle. Tout comme les modèles DSGE, les modèles VAR structurels sur données de panel sont passibles de la critique standard de modèles VAR structurels (Cooley et Dweyer 1998, Chari et al, 2008) et donc doivent être considérés avec précaution.

Dans l’ensemble, six variables sont utilisées dans le modèle pour mesurer les effets de la stabilité politique sur le taux de croissance économique et les investissements dans

l’UEMOA. Les variables sont : le taux de croissance du PIB noté **pib**; le taux d’investissement public mesuré par le rapport entre la formation brute du capital fixe du secteur public et le PIB ( FBCF du secteur public/PIB) et noté **ipu** ; le taux d’investissement direct étranger (IDE/PIB) noté **ide** ; le taux d’investissement domestique noté **ido** et mesuré par la différence entre la formation brute du capital fixe privé et les IDE divisée par le PIB; le taux d’inflation noté **inf** qui permet de prendre en compte l’instabilité macroéconomique et l’indice de stabilité politique noté **sp**. Les données proviennent des bases de données statistiques de la BCEAO et de la Banque mondiale (2022) et couvrent l’ensemble des pays de l’UEMOA sur la période 2002-2018.

## 2.2. Modèle à estimer

Le modèle économétrique standard à estimer se présente comme suit :

$$\Delta sp = \alpha_0 + \alpha_1(sp_{i,t-1} + \alpha_2 inf_{i,t-1} + \alpha_3 pib_{i,t-1} + \alpha_4 ipu_{i,t-1} + \alpha_5 ide_{i,t-1} + \alpha_6 ido_{i,t-1}) + \dots + \alpha_7 \Delta sp_{i,t-p} + \alpha_8 \Delta inf_{i,t-p} + \alpha_9 \Delta pib_{i,t-p} + \alpha_{10} \Delta ipu_{i,t-p} + \alpha_{11} \Delta ide_{i,t-p} + \alpha_{12} \Delta ido_{i,t-p} + u_{1t} + v_{1t} + \varepsilon_{1it}$$

$$\Delta inf = \beta_0 + \beta_1(\beta_2 sp_{i,t-1} + \beta_3 inf_{i,t-1} + \beta_4 pib_{i,t-1} + \beta_5 ipu_{i,t-1} + \beta_6 ide_{i,t-1} + \beta_7 ido_{i,t-1}) + \dots + \beta_8 \Delta sp_{i,t-p} + \beta_9 \Delta inf_{i,t-p} + \beta_{10} \Delta pib_{i,t-p} + \beta_{11} \Delta ipu_{i,t-p} + \beta_{12} \Delta ide_{i,t-p} + \beta_{13} \Delta ido_{i,t-p} + u_{2t} + v_{2t} + \varepsilon_{2it}$$

$$\Delta pib = \delta_0 + \delta_1(\delta_2 sp_{i,t-1} + \delta_3 inf_{i,t-1} + pib_{i,t-1} + \delta_4 ipu_{i,t-1} + \delta_5 ide_{i,t-1} + \delta_6 ido_{i,t-1}) + \dots + \delta_7 \Delta sp_{i,t-p} + \delta_8 \Delta inf_{i,t-p} + \delta_9 \Delta pib_{i,t-p} + \delta_{10} \Delta ipu_{i,t-p} + \delta_{11} \Delta ide_{i,t-p} + \delta_{12} \Delta ido_{i,t-p} + u_{3t} + v_{3t} + \varepsilon_{3it}$$

$$\Delta ipu = \gamma_0 + \gamma_1(\gamma_2 sp_{i,t-1} + \gamma_3 inf_{i,t-1} + \gamma_4 pib_{i,t-1} + ipu_{i,t-1} + \gamma_5 ide_{i,t-1} + \gamma_6 ido_{i,t-1}) + \dots + \gamma_7 \Delta sp_{i,t-p} + \gamma_8 \Delta inf_{i,t-p} + \gamma_9 \Delta pib_{i,t-p} + \gamma_{10} \Delta ipu_{i,t-p} + \gamma_{11} \Delta ide_{i,t-p} + \gamma_{12} \Delta ido_{i,t-p} + u_{4t} + v_{4t} + \varepsilon_{4it}$$

$$\Delta ide = \theta_0 + \theta_1(\theta_2 sp_{i,t-1} + \theta_3 inf_{i,t-1} + \theta_4 pib_{i,t-1} + \theta_5 ipu_{i,t-1} + ide_{i,t-1} + \theta_6 ido_{i,t-1}) + \dots + \theta_7 \Delta sp_{i,t-p} + \theta_8 \Delta inf_{i,t-p} + \theta_9 \Delta pib_{i,t-p} + \theta_{10} \Delta ipu_{i,t-p} + \theta_{11} \Delta ide_{i,t-p} + \theta_{12} \Delta ido_{i,t-p} + u_{5t} + v_{5t} + \varepsilon_{5it}$$

$$\Delta ido = \phi_0 + \phi_1(\phi_2 sp_{i,t-1} + \phi_3 inf_{i,t-1} + \phi_4 pib_{i,t-1} + \phi_5 ipu_{i,t-1} + \phi_6 ide_{i,t-1} + ido_{i,t-1}) + \dots + \phi_7 \Delta sp_{i,t-p} + \phi_8 \Delta inf_{i,t-p} + \phi_9 \Delta pib_{i,t-p} + \phi_{10} \Delta ipu_{i,t-p} + \phi_{11} \Delta ide_{i,t-p} + \phi_{12} \Delta ido_{i,t-p} + u_{6t} + v_{6t} + \varepsilon_{6it}$$

Avec  $i=1, \dots, 8$  et  $t=1, \dots, 17$

Les termes  $u_{jt}$ ,  $v_{jt}$  et  $\varepsilon_{jit}$   $j=1, \dots, 6$  représentent respectivement les effets spécifiques pays, les effets spécifiques temporels et les termes aléatoires. L’effet spécifique pays permet de prendre en compte leurs caractéristiques non observables.

Avant l’estimation du modèle, il est capital d’examiner minutieusement la nature des données. Plus précisément, plusieurs tests économétriques (racine unitaire, cointégration, retard optimal du VAR) sont effectués (Lo et Ramde, 2019).

## 3. Dynamique sociopolitique, croissance et investissements dans l’UEMOA: 2002-2018

Avec un score moyen de stabilité politique de -0.528, la figure 1 montre que l’environnement des affaires n’a pas été favorable à l’activité économique dans la zone UEMOA entre 2002 et 2018. Plus spécifiquement, tous les pays de la zone sont perçus comme étant politiquement instables hormis le Bénin qui a connu une stabilité politique sur la période avec un score moyen de 0.299. Contrairement à ce pays, la Côte d’Ivoire a été le pays le plus instable de la zone avec un score moyen de -1.47.

Selon le projet de suivi de la gouvernance en Afrique de l’Ouest (2011), ce mauvais résultat s’explique par le contexte sociopolitique ivoirien qui a été marqué à la fois par la crise

militaro-politique née du coup d’État de décembre 1999 et par le renforcement de l’opposition au régime issu de l’élection présidentielle d’octobre 2000 qui a vu la victoire de Laurent Gbagbo. Cette crise a favorisé l’émergence d’une rébellion armée dans le champ politique ivoirien à partir du 19 septembre 2002. Selon toujours ces auteurs, le faible niveau de croissance (1.57% en moyenne) durant la période 2002-2012 est majoritairement imputable à la dégradation des indicateurs sociaux, qui elle-même est due à l’établissement d’un « système politique hybride » qui n’a consolidé ni la démocratie ni la bonne gouvernance. Toutefois, avec une croissance moyenne annuelle de 8.27% la Côte d’Ivoire a été le pays le plus performant de la zone entre 2013 et 2018. Cette performance, pourrait s’expliquer en partie par l’amélioration du climat politique avec un indice moyen de stabilité politique qui passe de -1.74 entre 2002 et 2012 à -0.97 entre 2013 et 2018.

Par ailleurs, nous remarquons une dégradation de la stabilité politique dans l’Union après 2012. En effet, elle est passée de -0.409 entre 2002-2012 à -0.77 en moyenne annuelle entre 2013-2018. Cette hausse de l’instabilité politique s’explique par l’insécurité persistante dans les pays Sahéliens (Mali, le Niger et le Burkina Faso) due en grande partie à la montée des mouvements extrémistes qui sont à l’origine des attentats, des enlèvements de personnes, des conflits ethniques (Peulh et Dogon au Mali en 2019) etc.

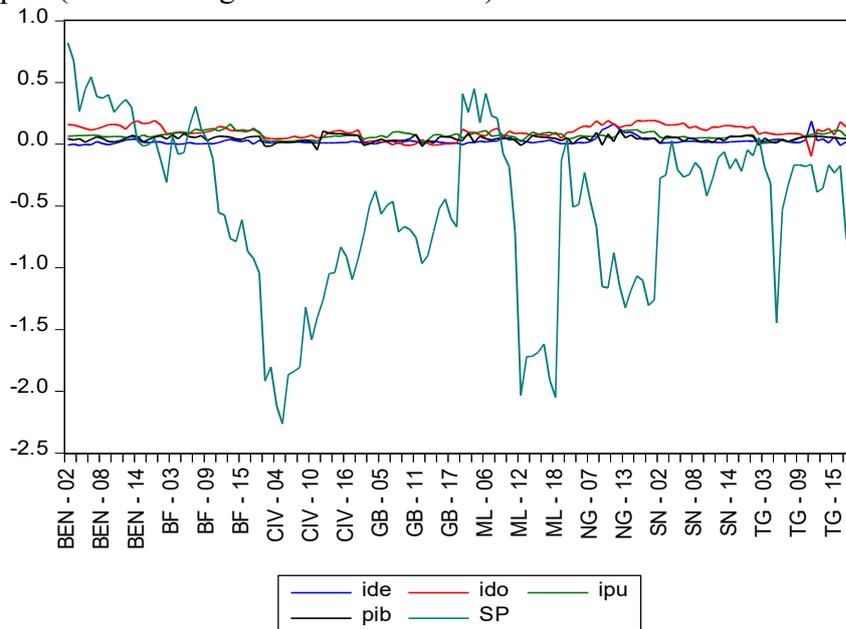


Figure 1: Stabilité politique, la croissance économique et des investissements (Source : l’auteur, à partir des données de la Banque Mondiale et de la BCEAO 2022).

Bien que médiocre après 2012, la mauvaise qualité de la stabilité politique n’a pas empêché les économies de l’Union d’être plus performantes comparativement à la période avant 2012 avec un taux annuel moyen de croissance qui passe de 3.8% à 5.6%. Ce constat qui semble paradoxal à première vue, pourrait s’expliquer par la localisation des poches d’instabilité dans des endroits bien précis en ce qui concerne les pays les plus instables (Mali et Niger) durant cette seconde période.

En outre, en dépit du fait qu’il soit parmi les deux pays les plus instables politiquement de l’Union après 2012, le Niger est le pays qui attire le plus les IDE avec une moyenne annuelle de 30,22% de l’ensemble des IDE de la zone entre 2002 et 2018. En réalité, la forte attraction de ce pays s’explique en grande partie par l’orientation des IDE vers les ressources naturelles dont il dispose tel que l’uranium.

Dans l’ensemble, la détérioration du climat politique ne semble pas décourager les investisseurs étrangers. Pour preuve, la hausse de l’instabilité politique au Niger et Burkina

Faso n'a pas empêché ces pays de se hisser aux premiers rangs des pays les plus attractifs de l'UEMOA. Si au Burkina Faso il est passé de 0.85% à 2,69% du PIB respectivement avant et après 2012, au Niger le taux des IDE par rapport au PIB augmente légèrement passant de 6.03 à 6.63. Ainsi, malgré l'altération de l'environnement sociopolitique, la hausse des flux entrant nets d'IDE permet au Burkina de rester parmi les pays miniers avec l'or comme premier produit d'exportation depuis 2009. Dans le même ordre d'idée Berman et al (2017) attribuent à l'exploitation des ressources minières un caractère endogène d'instabilité sociopolitique en Afrique.

Au total, la stabilité et le développement dans l’UEMOA sont menacés par un certain nombre de problèmes tels que la criminalité transnationale organisée, le trafic des armes, le trafic illicite de drogue, le pillage des ressources naturelles, etc (Open Society Initiative for West Africa, 2021). Malgré les initiatives politiques comme celle de Dakar en 2010 et la déclaration de Bamako de décembre 2011 pour la lutte contre le trafic illicite, la criminalité organisée, le terrorisme et la piraterie, les questions d’instabilité sociopolitique et de corruption restent toujours d’actualité (ONUDD 2013). En nuisant à la bonne gouvernance, l’instabilité sociopolitique dégradent l’environnement des affaires, et influencent négativement la croissance économique et le développement de cette zone. Pour toutes ces raisons, des investigations scientifiques méritent d’être menées pour mieux cerner les effets de cette gouvernance sur l’activité économique dans l’Union.

#### 4. Résultats

Les réponses issues de l’estimation du modèle Panel Var à correction d'erreur sont interprétées dans cette partie. De ces interprétations découlent des propositions en matière de politique économique pour permettre aux décideurs d’améliorer la gouvernance dans l’Union.

##### 4.1. Résultats des tests économétriques

Les résultats des tests de racine unitaire présentés dans tableau suivant montrent que les variables *sp* et *inf* sont stationnaires à niveau au seuil de 5%. Par contre, les variables *ipu*, *pib*, *ido* et *ide* sont intégrées d’ordre 1. Pour éviter une régression fallacieuse, il est nécessaire d’effectuer le test de cointégration, afin de mettre en exergue la présence ou non d’une relation de long terme entre les variables. Ainsi, le test de Kao a été effectué parce qu’il fournit un meilleur résultat pour les panels de dimension temporelle réduite ( $T$  inférieur à 30) selon Hurlin et Mignon (2007).

Variables	Probabilité IPS	Décision
<b>Sp</b>	0.006	I(0)
<b>Ide</b>	0.4486	
<b>Ido</b>	0.1219	
<b>Inf</b>	0.0028	I(0)
<b>Ipu</b>	0.76	
<b>Pib</b>	0.2068	
<b>Dide</b>	0.0021	I(1)
<b>Dido</b>	0.003	I(1)
<b>Dipu</b>	0.001	I(1)
<b>Dpib</b>	0.000	I(1)

**Tableau :** Test de racine unitaire IPS au seuil de 5% (Source : l’auteur à partir des données de la BCEAO et de la Banque Mondiale 2022).

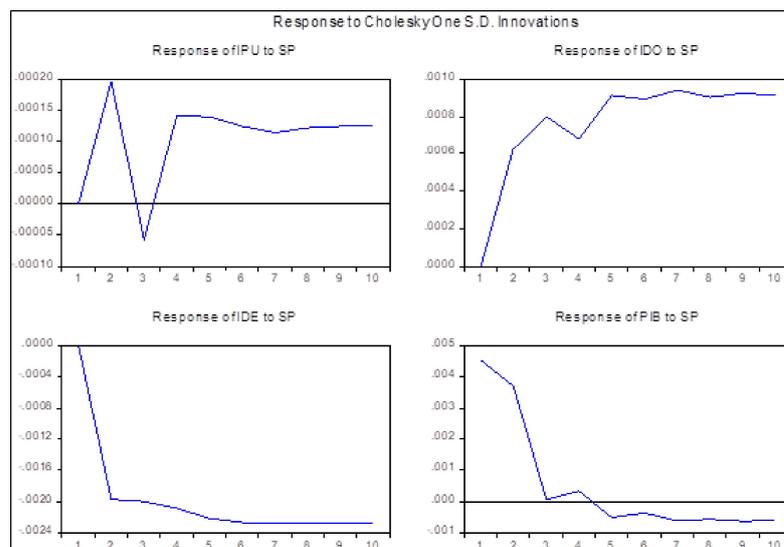
Les résultats suggèrent une présence de cointégration au seuil de 5% (Annexe tableau 1). La présence d’une dynamique de long terme permet d’estimer le VAR avec la prise en compte d’un mécanisme à correction des erreurs. Cependant, avant l’estimation, il est nécessaire de déterminer les retards optimaux (Miller et al, 2011; Lo et Ramde, 2019). Les critères d’information de Schwarz et Akaike atteignent leur minimum dès lors que le retard est égal à 1 (Annexe tableau 2). Donc, le retard d’ordre 1 est préféré aux autres. Enfin, le test de Box-pearce montre que les erreurs sont bruits blancs seuil de 5%.

## 4.2. Analyse des résultats économétriques

Après l’estimation du panel Var à correction des erreurs, les résultats des réponses impulsionnelles sont analysés par la suite.

### 4.2.1. Effets de la stabilité politique sur les investissements et la croissance économique

La figure 2 met en relief les effets de la qualité de la stabilité politique sur les investissements et la croissance économique. Globalement, excepté les IDE, la qualité de la stabilité politique n’influence pas négativement les agrégats macroéconomiques à court terme. Par contre, à long terme, pendant que les investissements publics et domestiques réagissent positivement, la réponse de la croissance économique tout comme celle des IDE devient négative aux chocs de l’indice de perception la stabilité politique. En outre, la décomposition de la variance indique que les IDE sont relativement plus sensibles aux chocs dans l’indice de stabilité politique comparativement aux investissements public et domestique.



**Figure 2:** Effets de l’instabilité sur les investissements et la croissance politique (Source : l’auteur à partir des données de la BCEAO et de la Banque Mondiale 2022).

Ainsi, bien qu’il ait été assez suffisant pour décourager les investisseurs étrangers notamment ceux orientés dans les secteurs autres que les mines, le niveau de l’instabilité sociopolitique et sa répartition dans le temps et l’espace qui n’a pas été assez important pour inhibé toute activité économique. Ce constat est en phase avec les faits stylisés qui indiquent une orientation beaucoup plus importante des IDE dans les pays les plus instables notamment, entre 2013 et 2018. En effet, après 2012 le Niger et le Burkina Faso respectivement deuxième et quatrième pays les plus instables ont été les pays qui ont le plus attiré les IDE. L’orientation des IDE dans cet espace semble peu sensible à la qualité de la stabilité sociopolitique parce qu’ils sont

orientés principalement vers les ressources naturelles comme l’indique le rapport 2013 de la BCEAO sur les IDE dans l’UEMOA.

En outre, en influençant négativement les anticipations des investisseurs étrangers, la stabilité politique dans l’UEMOA réduit les externalités positives des investissements publics sur les investissements privés. Dans ces conditions, même si les investissements publics augmentent, l’effet de levier soutenu par la théorie de la croissance endogène sera faible. De plus, si ces investissements sont financés par la dette, les externalités peuvent être négatives sur l’ensemble de l’économie lorsque le taux de croissance économique baisse pour se situer à un niveau inférieur au taux d’intérêt de la dette à cause de la dégradation de l’environnement politique.

Aussi, il ressort que la qualité de la stabilité sociopolitique ne favorise pas l’accélération de la croissance dans l’UEMOA à long terme. Plus précisément, nos résultats supportent en partie les conclusions d’Alésina et Perotti (1996), Jong-a-Pin (2009), Aisen et al (2011) et Gouenet (2011) qui établissent une influence négative de l’instabilité politique sur les investissements. En effets, s’il est vrai que la qualité de la stabilité politique modifie négativement les anticipations des investisseurs étrangers, il convient de relever qu’elle ne décourage pas les investisseurs domestiques. Par ailleurs, contrairement aux résultats de ces auteurs, ceux de cette recherche montrent que la qualité de la stabilité politique réduit les externalités des investissements publics sur les investissements privés à travers sa composante étrangère qui y est relativement plus sensible. De plus, les résultats économétriques corroborent ceux de Campo et al (2002) qui soutiennent que les effets de la stabilité politique sur la croissance économique transitent par les investissements. Enfin, l’analyse de la décomposition de la variance indique les investissements (publics et privés) sont plus sensibles à l’instabilité macroéconomique comparativement à la stabilité politique.

#### **4.2.2. Effets des indicateurs économiques sur la qualité de la stabilité politique**

Une hausse des investissements domestiques et publics exerce un effet positif sur la stabilité politique aussi bien à court qu’à moyen terme. Contrairement aux investissements domestiques et publics, une augmentation des IDE influence négativement la stabilité politique ( cf. figure 1 de l’annexe). Les effets négatifs des IDE sur la stabilité politique confirment les résultats trouvés par Berman et al (2017). L’effet positif des investissements publics et domestiques sur la stabilité politique s’explique par le fait que ces investissements entraînent une réduction du chômage directement par la création d’emploi et indirectement grâce aux externalités positives des investissements publics dans les services sociaux de bases sur le reste de l’économie. En ce sens, les politiques d’investissement publics doivent être orientées prioritairement dans les secteurs qui exercent un effet de levier sur les investissements domestiques. A titre d’exemple, les investissements publics dans l’éducation doivent accorder une priorité aux formations qui facilitent la transformation de la production locale afin de faciliter l’émergence des petites et moyennes entreprises locales de haute qualité. Par ailleurs, concernant les IDE, les incitations doivent les orienter vers le secteur industriel non minier. Précisément, les Etats peuvent accorder des avantages fiscaux aux IDE orientés dans les secteurs de production autres que les mines.

### **5. Conclusion**

L’objectif de cette recherche a été d’évaluer l’impact de la stabilité politique sur la dynamique des investissements privés, publics et la croissance économique dans l’UEMOA sur la période 2002-2018. À partir d’un panel Var à correction des erreurs, les résultats économétriques des différents modèles ont permis de mettre en exergue plusieurs résultats. Dans l’ensemble, il ressort que la qualité de la stabilité politique dans l’Union, bien que mauvaise ne décourage pas les investissements publics et domestiques contrairement aux IDE.

En revanche, les investissements publics et domestiques renforcent la qualité de la stabilité politique tandis que les IDE sont source d’instabilité. Les Etats doivent mettre en place des politiques qui permettent d’orienter les IDE vers les industries manufacturières contrairement à la tendance actuelle qui les orientent vers les industries extractives. Aussi, les Etats doivent accroître les investissements publics notamment dans les secteurs sociaux tels que l’éducation et la santé afin de réduire les inégalités d’accès au capital humain et partant favoriser l’inclusion des couches vulnérables. Cette recherche peut être approfondie en prenant en compte d’autres dimensions de la gouvernance telles la corruption et la qualité de régulation de l’Etat. Aussi, elle pourrait être étendue à l’ensemble des pays de la CEDEAO ou de l’Afrique Subsaharienne.

### Références bibliographiques

- Abessolo, Y. (2003). Instabilité politique et performances économiques : une évaluation du cas du Tchad. Université de Yaoundé II, Cameroun. *Cahiers de recherche non publiés*. <http://harribey.u-bordeaux4.fr/colloques/abessolo.pdf>
- Acemoglu, D., Johnson, S. & Robinson, J. A. (2001). The Colonial Origins of Comparative Development: an Empirical Investigation, *The American Economic Review*, 91(5), 1369-1401.
- Acemoglu, D & Robinson, J. (2012). *Why Nations Fail*, Crown Publishers, a division of Random House.
- Aisen, A. & Veiga, F. J. (2013). How Does Political Instability Affect Economic Growth ?, *European Journal of Political Economy*, 29, 151-167. <https://doi.org/10.1016/j.ejpoleco.2012.11.001>
- Alesina, A. & Perotti, R. (1994). The Political Economy of Growth : A Critical Survey of the Literature, *The World Bank Economic Review*, 8(3), 351-371. <https://doi.org/10.1093/wber/8.3.351>
- Alesina, A., & Perotti, R. (1996). Income Distribution, Political Instability and Investment, *European Economic Review*, 40(6), 1203-1228. [https://doi.org/10.1016/0014-2921\(95\)00030-5](https://doi.org/10.1016/0014-2921(95)00030-5)
- Arndt, C., & Oman, C. (2010). La mesure de la gouvernance, *Cahiers de politique économique du Centre de Développement de l'OCDE*, (39), 1-30. 10.1787/5km5z9ngk1vb-fr
- Barro, R. J. (1996). Democracy and Growth, *Journal of Economic Growth*, 1, 1-27. <https://doi.org/10.1007/BF00163340>
- BCEAO (2013). Annuaire statistique, [www.bceao.int](http://www.bceao.int).
- BCEAO (2013). Évolution des investissements directs étrangers dans les pays de l’UEMOA au cours de la période 2000-2011, [www.bceao.int](http://www.bceao.int).
- Berman, N. Mathieu, C. Dominic, R. & Mathias T. (2017). This Mine Is Mine! How Minerals Fuel Conflicts in Africa. *American Economic Review*, 107 (6), 1564-1610. 10.1257/aer.20150774
- Campos, N. & Nugent, J. (2002). Who is Afraid of Political Instability ?, *Journal of Development Economics*, 67(1), 157-172. [https://doi.org/10.1016/S0304-3878\(01\)00181-X](https://doi.org/10.1016/S0304-3878(01)00181-X)
- Campos, N. & Karanasos, M. (2007). Growth, Volatility and Political Instability : Non Linear Time-Series Evidence for Argentina 1896-2000, *William Davidson Institute Working Paper*, (891), 1-7.
- Canova, F & Ciccarelli, M. (2013). Panel Vector autoregressive Models a Survey, *Working Paper series*, (1507), 1-53. <https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/scpwps/ecbwp1507.pdf>

- Chari, V. V., Kehoe, P. & Mc Grattan, E. (2008). Are structural VAR with Long Run restrictions useful for developing Business Cycle Theory, *Journal of Monetary Economics*, 55(8), 1337-1352. [http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0304-3932\(08\)00150-5](http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0304-3932(08)00150-5)
- Clague, C., Philip, K., Stephen, K., & Mancur, O. (1996). Property and Contract Rights in Autocracies and Democracies, *Journal of Economic Growth*, 1 (2), 243-276. 10.1007/BF00138864
- Collier, P. (1999). On the Economic Consequences of Civil War, *Oxford Economic Papers*, 51(1),168-183. <http://www.jstor.org/stable/3488597>.
- Cooley, T. F. & Dwyer, M. (1998). Business Cycle Analysis without much Theory: À Look at Structural VARs, *Journal of Econometrics*, 83(1-2), 57-88. [https://doi.org/10.1016/S0304-4076\(97\)00065-1](https://doi.org/10.1016/S0304-4076(97)00065-1)
- Dabla-Norris E., Honda J., Lahreche A. & Verdier G. (2010). FDI Flows to Low-Income Countries: Global Drivers and Growth Implications, *IMF Working Paper*,(10/132), 1-37.
- Devereux, M. & Wen, J. (1998). Political Uncertainty, Capital Taxation and Growth, *European Economic Review*, 42(9), 1635-1651. [http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0014-2921\(97\)00100-1](http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0014-2921(97)00100-1)
- Doing Business (2013). Smarter Regulations for Small and Medium-Size Entreprises, The World Bank and International Finance Corporation.
- Eggoh, J. & Kobbi, H. (2021). L’instabilité politique et ses déterminants : un réexamen empirique, *Revue française d’économie*, 36(4), 219-263. <https://doi.org/10.3917/rfe.214.0219>
- FMI (2019). Rapport n°19/90 sur les politiques communes des pays de l’UEMOA.
- Fosu, A.K. (1992). Political instability and economic growth: evidence from sub-Saharan Africa, *Economic Development and Cultural Change*, 40(4), 829-841. <https://www.journals.uchicago.edu/doi/epdf/10.1086/451979>
- Gouenet, M. R. (2011). Instabilité Socio-Politique et Niveau de l’Investissement Privé: Une évaluation empirique du cas du Cameroun, *Investment Climate and Business Environment Research Fund, Report* (14/11),4-27. [www.trustafrica.org/icbe](http://www.trustafrica.org/icbe).
- Gupta, D. (1990). *The Economics of Political Violence*, New York, Praeger.
- Hurlin, C. & Mignon, V. (2007). Une Synthèse des Tests de Cointégration sur Données de Panel, *Economie et Prévision*, 4(180-181), 241-265. <https://doi.org/10.3406/ecop.2007.7683>
- Jong-A-Pin, R. (2009). On the measurement of political instability and its impact on economic growth, *European Journal of Political Economy*, 25(1), 15-29. [http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S01762680\(08\)00080-3](http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S01762680(08)00080-3).
- Lo, S. B. & Ramde, F. (2019). Développement financier et transformation structurelle des pays africains de la zone Franc : une approche panel-VAR, *Revue Interventions économiques*, (61), 1-21. <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.5390>
- Miller, N., Peng, L. & Sklarz, M. (2011). House Price and Economic Growth, *Journal of Real Estate Finance and Economics*, 42(4), 522-541. <http://hdl.handle.net/10.1007/s11146-009-9197-8>
- Moin, U. A. & Mohammad, H. P. (2013). Role of political stability on economic performance: The case of Bangladesh, *Journal of Economic Cooperation and Development*, 34(3),61-100.
- North, D. C. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press.
- Office des nations-unies contre la drogue et le crime (2013). *Criminalité transnationale organisée en Afrique de l’Ouest : une Evaluation des Menaces*, ONUDC.

Open society initiative for west Africa (2021). Etat de la gouvernance démocratique en Afrique de l’Ouest, Perspectives 2021.

Projet de suivi de la gouvernance en Afrique de l’ouest (2011). État de la gouvernance en Afrique de l’Ouest : Cote d’Ivoire, CODESRIA/OSIWA.

Ramde, F. (2015). Institution, investissements et croissance dans l’UEMOA : une approche panel VAR, Munich Personal RePEc Archive (MPRA), (82417), 1-34 <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/82417>

Younis, M., Lin, X. X., Sharahili, Y. & Selvarathinam, S. (2008). Political Stability and Economic Growth in Asia. American Journal of Applied Sciences, 5(3),203-208. <https://doi.org/10.3844/ajassp.2008.203.208>

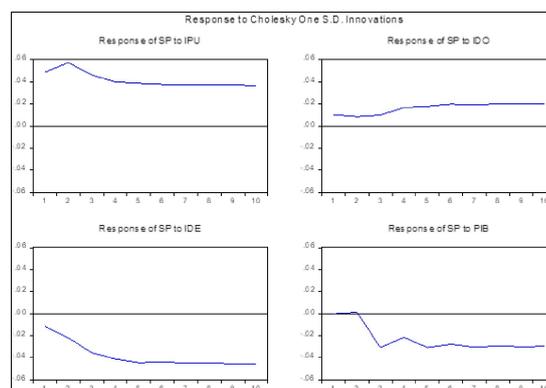
## Annexes

<b>Modèles</b>	<b>Avec SP</b>
<b>Probabilités</b>	0.0000
<b>Décisions</b>	Présence de cointégration

**Tableau 1 :** Résultat des tests de cointégration de KAO (Source : l’auteur à partir des données de la BCEAO et de la Banque Mondiale 2022).

Modèles	Critères	Retard d’ordre 1	Retard d’ordre 2	Retard d’ordre 3	décisions
Avec SP	Akaike	-23.32428	-23.28399	-22.94991	L’ordre 1
	Schwarz	-22.38845	21.47212	-20.18287	

**Tableau 2 :** Détermination des retards optimaux (Source : l’auteur à partir des données de la BCEAO et de la Banque Mondiale 2022).



**Figure 1 :** Effets des investissements et la croissance économique sur la qualité de la stabilité politique (Source : l’auteur à partir des données de la BCEAO et de la Banque Mondiale 2022).